

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 1er juin 1950, d'une demande d'avis sur des amendements à un projet de loi, non encore déposé, relatif à l'émission d'obligations de sociétés coopératives, a donné en sa séance du 19 juin 1950 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 1e Juni 1950 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over amendementen op een ontwerp van wet, dat nog niet werd neergelegd, betreffende de uitgifte van obligatiën van samenwerkende vennootschappen, heeft ter zitting van 19 Juni 1950 het volgend advies gegeven :

I.

Dans son avis L. 819, le Conseil d'Etat avait proposé un article 164⁷ qui devait reproduire l'article 89 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sous réserve de certaines modifications.

En ce qui concerne la modification du membre de phrase de l'article 89 susindiqué : "Le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que la valeur nominale des titres ou la part sociale qu'ils représentent", le Conseil d'Etat avait formulé les observations suivantes, sous le VII de l'avis précité :

"Cette disposition n'est pas applicable telle quelle aux sociétés coopératives. En effet, le capital et le personnel de ces sociétés sont essentiellement variables et, en dehors des parts représentatives d'apports consistant en versements en numéraire ou en apports effectifs, il ne peut être créé aucune espèce de titres, sous quelque dénomination que ce soit.

En conséquence, il y a lieu de prévoir dans le texte du projet la modification de la susdite disposition, en tant qu'elle est rendue applicable aux émissions d'obligations des sociétés coopératives".

Tenant compte de ces observations, le gouvernement propose d'insérer dans le nouvel article 164⁷ le texte suivant:

"Le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que le minimum du fonds social".

S'il n'y a aucune objection à formuler en ce qui concerne l'indication du fonds social minimum, il n'en est pas de même pour "le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions".

Comment préciser, en effet, le nombre des actions alors que le capital et le personnel des sociétés coopératives sont essentiellement variables et que le capital peut être illimité ?

Par ailleurs, si les parts des sociétés coopératives ne doivent pas toutes être uniformes et si rien n'empêche qu'il soit créé plusieurs catégories de parts ayant des valeurs et des droits différents (Resteau, Traité des sociétés coopératives, 1936, n°149), pourvu que toutes soient représentatives du capital exprimé, quel intérêt y a-t-il à indiquer la nature des parts, par exemple, parts ordinaires, parts privilégiées, parts représentatives d'apports consistant en versements en numéraire ou en apports effectifs, sans pouvoir en même temps mentionner leur nombre ?

Par contre, il peut être utile que l'obligation au porteur indique le minimum du fonds social ainsi que le nombre, la nature et la valeur des parts souscrites pour le former. Pareille indication ne soulève aucune objection.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat propose le texte ci-après qui répond aux intentions du gouvernement :

"Le minimum du fonds social ainsi que le nombre, la nature et la valeur des parts souscrites pour le former".

II.

Dans son avis L. 819, le Conseil d'Etat avait proposé que l'article 164¹¹ reproduise l'article 93 des lois coordonnées, sous réserve de la modification du 4° de ce dernier article; il avait également proposé que l'article 164¹²

reprenne l'article 94 des mêmes lois avec certaines modifications, le gouvernement ayant à apprécier la modification qu'il convenait d'apporter aux alinéas 12 et 13 de cet article 94.

A cet égard, le Conseil d'Etat rappelle les observations qu'il a formulées sous le VIII de l'avis précité.

Le projet d'amendement du gouvernement n'apporte aucune modification au 4° de l'article 93 des lois coordonnées. Ce texte est donc maintenu dans sa forme actuelle.

Par contre, le gouvernement modifie les alinéas 12 et 13 de l'article 94 des mêmes lois. A l'appel du capital social, il substitue l'appel du minimum du fonds social (alinéa 12) et à l'acceptation des actionnaires "délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts", il substitue l'acceptation par l'unanimité des associés, à moins que les statuts n'en aient disposé autrement.

Les modifications proposées par le gouvernement soulèvent les observations suivantes :

Première observation.

Il n'y a pas d'inconvénient à maintenir le mot "actions" dans le 4° de l'article 93 des lois coordonnées, rendu applicable aux sociétés coopératives (article 164¹¹ nouveau); ce mot doit, en effet, être interprété comme signifiant tout aussi bien "parts" que "actions" (par exemple, des actions d'une autre société détenues en portefeuille par la société coopérative).

Deuxième observation.

Etant donné que l'article 164¹¹ reprend le texte du 4° de l'article 93, il convient de se demander s'il n'y a pas lieu d'insérer dans la section des lois coordonnées relative aux sociétés coopératives un texte qui s'inspirerait de l'article 48, 2°, de ces lois, relatif aux sociétés anonymes, aux termes duquel les dispositions concernant l'incessibilité temporaire des "actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire" ne sont pas applicables ^{aux} "/actions qui, par suite de faillite, d'un concordat ou d'un arrangement pris conformément au n°4 de l'article 93, sont substituées à des obligations émises depuis deux ans au moins".

Cette question se pose parce que l'article 142 des lois coordonnées frappe également d'incessibilité temporaire les parts des sociétés coopératives qui représentent des "apports effectifs ne consistant pas en numéraire".

A cet égard, le Conseil d'Etat signale qu'il existe en doctrine une controverse au sujet de l'article 48, 2°, précité (Rép. prat. dr. belge, V°, Sociétés anonymes, n° 600). M. RESTEAU soutient notamment que le texte de l'article est inutile et que le législateur s'est trompé en considérant que des obligations remises en échange d'actions constituaient des apports en nature et non des apports en numéraire. Il soutient également que l'on ne peut pas déduire du dit article un argument à contrario d'où résulterait que les actions échangées contre des obligations émises depuis moins de deux ans seraient frappées d'incessibilité temporaire (Sociétés anonymes 1933, T. I, n°740 et suiv.).

Si, sans trancher cette controverse, le gouvernement estime devoir établir, en la matière, un parallélisme entre les textes qui régissent d'une part les sociétés anonymes et,

d'autre part, les sociétés coopératives, il conviendrait d'introduire dans l'article 142 des lois coordonnées un alinéa reproduisant mutatis mutandis les dispositions de l'article 48, 2°, des mêmes lois.

A cette fin, le Conseil d'Etat est d'avis d'insérer dans le projet qu'il a antérieurement proposé un article 2 rédigé comme suit :

Article 2.- L'article 142 est complété par l'alinéa suivant :
"Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux actions qui, par suite de faillite, d'un concordat ou d'un arrangement pris conformément au n°4 de l'article 164¹¹, sont substituées à des obligations émises depuis deux ans au moins".

Ce nouvel article 2 entraînera le changement de numérotation des articles 2 et suivants du projet antérieurement proposé par le Conseil d'Etat.

Troisième observation.

Le projet du gouvernement supprime le début de l'alinéa 13 de l'article 94 des lois coordonnées. Cette suppression ne se justifie pas car la société, par l'organe de ses associés unanimes ou de l'assemblée générale délibérant conformément aux dispositions des statuts relatives à la modification de ceux-ci, peut toujours à l'avance donner son consentement à la substitution d'actions aux obligations.

Il est à noter que, si l'acte constitutif de la société autorise les modifications au pacte social mais ne détermine pas dans quelles conditions elles devront être décrétées, les règles des sociétés anonymes sont applicables (Resteau, Sociétés coopératives, 1936, n°314).

Or, ce n'est qu'en l'absence d'un consentement préalable des associés donné comme il est dit ci-dessus, que la décision de l'assemblée des obligataires apparaîtra comme une simple offre qui devra, pour produire ses effets, être acceptée par les associés, de la même manière, dans les trois mois (Cfr. Resteau, Traité des sociétés anonymes, 1933, T. III, n°1733).

D'autre part, la formule proposée par le gouvernement pour la finale de l'alinéa 13 : "à moins que les statuts n'en aient disposé autrement", est susceptible de prêter à discussion. Il se peut, en effet, que les statuts n'aient rien dit au sujet de l'acceptation par les associés d'une substitution d'actions à des obligations, tout en ayant prévu le cas des modifications au pacte social.

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger comme suit les alinéas 12 et 13 de l'article 94 des lois coordonnées reproduits dans l'article 164¹² nouveau :

"Les décisions prises dans les cas prévus par les n°s 2, 3 et 4 de l'article précédent ne sont valables que si le minimum du fonds social est entièrement appelé".

"A moins que les associés n'aient antérieurement donné leur consentement au sujet de la substitution d'actions aux obligations, les décisions de l'assemblée des obligataires n'auront d'effet à cet égard que si elles sont acceptées, dans le délai de trois mois, par l'unanimité des associés ou, si les statuts prévoient qu'ils peuvent être modifiés, conformément aux règles qui en résultent.".

III.

Le Conseil d'Etat fait observer qu'aucune modification de l'article 166, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales n'ayant été proposée par le gouvernement, les articles 142, alinéa 3, et 164bis à 164²⁰ nouveaux des dites lois s'appliquent aux unions du crédit.

I.

In zijn advies L. 819 had de Raad van State een artikel 164⁷ voorgesteld, dat behoudens sommige wijzigingen de tekst overnam van artikel 89 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen.

Wat betreft de wijziging van het zindeel uit bedoeld artikel 89: "het getal en de aard van elke soort aandelen, alsmede de nominale waarde der titels of het maatschappelijk aandeel dat zij vertegenwoordigen", had de Raad van State onder VII van voornoemd advies de volgende opmerkingen gemaakt :

"Deze bepaling is niet als zodanig op de samenwerkende vennootschappen toepasselijk. Het kapitaal en het personeel van die vennootschappen zijn immers in wezen veranderlijk en, behalve de deeltbewijzen die inbrengen vertegenwoordigen bestaande uit stortingen in baar geld of uit werkelijke inbrengen, mag geen enkele andere soort titels worden uitgegeven onder om het even welke benaming.

Derhalve moet in de tekst van het ontwerp een wijziging aangebracht worden in bovengenoemde bepaling, voor zover zij toepasselijk gemaakt wordt op de uitgifte van obligaties van de samenwerkende vennootschappen."

Aansluitend aan die opmerking, stelt de regering voor, in het nieuw artikel 164⁷ de volgende tekst in te voegen:

"Het getal en de aard van elke soort aandelen, alsmede het minimum van het maatschappelijk fonds ".

Aangaande de opgave van het minimum van het maatschappelijk kapitaal zijn geen bedenkingen te maken; wel echter over "het getal en de aard van elke soort aandelen".

.../...

Hoe kan men immers nauwkeurig het getal aandelen opgeven, dan wanneer het kapitaal en het personeel van de samenwerkende vennootschappen in wezen veranderlijk zijn en het kapitaal onbeperkt kan wezen?

Indien voorts de aandelen der samenwerkende vennootschappen niet alle eenvormig moeten zijn en indien niets belet dat verschillende categorieën van aandelen met verschillende waarde en rechten worden ingesteld (Resteau, Traité des sociétés coopératives, 1936, nr 149), op voorwaarde dat alle het uitgedrukte kapitaal vertegenwoordigen, welk nut heeft het dan de aard van de aandelen op te geven - bij voorbeeld gewone aandelen, preferente aandelen, aandelen die inbrengen vertegenwoordigen bestaande uit stortingen in baar geld of uit werkelijke inbrengen - als men niet tezelfdertijd het getal kan opgeven?

Daarentegen kan het nuttig zijn dat de obligatie aan toonder melding maakt van het minimum van het maatschappelijk kapitaal evenals van het getal, de aard en de waarde der aandelen waarop is ingeschreven om het te vormen. Tegen een zodanige opgave bestaan geen bedenkingen.

Daarom stelt de Raad van State de volgende tekst voor, die aan de bedoelingen der regering beantwoordt:

"Het minimum van het maatschappelijk kapitaal alsmede het getal, de aard en de waarde der aandelen waarop is ingeschreven om het te vormen".

II.

In zijn advies L. 819 had de Raad van State voorgesteld, dat voor artikel 164¹¹ artikel 93 der samengeordende wetten zou overgenomen worden, behoudens de wijziging in het 4° van dit laatste artikel; hij had eveneens voorgesteld dat artikel 164¹² met enige wijzigingen artikel 94 der zelfde wetten zou overnemen, waarbij het aan de regering overgelaten werd, te oordelen, hoe het 12e en 13e lid van dat artikel moest ge-

Te dien aanzien herinnert de Raad van State aan de opmerkingen, gemaakt onder VIII van voornoemd advies.

Het ontwerp van amendement van de regering brengt geen wijziging in het 4° van artikel 93 van de samengeordende wetten. Die tekst wordt dus in zijn tegenwoordige vorm behouden.

Daarentegen brengt de regering wijziging in het 12e en 13e lid van artikel 94 derzelfde wetten. Voor de invordering van het maatschappelijk kapitaal stelt hij de invordering van het minimum van het maatschappelijk kapitaal in de plaats (12e lid), en in de plaats van de aanvaarding door de aandeelhouders "beraadslagende volgens de voorschriften bepaald voor de wijzigingen in de statuten" stelt hij de eenparige aanvaarding door de vennoten, tenzij de statuten er anders over beschikt hebben.

Bij de wijzigingen die de regering voorstelt zijn de volgende opmerkingen te maken:

Eerste opmerking.

Er is geen bezwaar tegen, dat in het 4° van artikel 93 der samengeordende wetten het woord "aandelen" wordt behouden voor de toepassing op de samenwerkende vennootschappen (nieuw artikel 164¹¹); dit woord moet immers uitgelegd worden zowel in de betekenis van "deelbewijzen" als in die van "aandelen" (bijvoorbeeld aandelen van een andere vennootschap, die door de samenwerkende vennootschap in portefeuille gehouden worden).

.../...

Tweede opmerking.

Aangezien artikel 164¹¹ de tekst van het 4° van artikel 93 overneemt, is het de vraag of in de afdeling der samengeordende wetten die op de samenwerkende vennootschappen betrekking heeft, geen tekst dient te worden ingevoegd, voortbouwend op artikel 48, 2°, van die wetten, betreffende de naamloze vennootschappen, luidens hetwelk de bepalingen betreffende de tijdelijke onvatbaarheid voor afstand der "aandelen, vertegenwoordigende inbrengsten, die niet uit geld bestaan", niet toepasselijk zijn "op de aandelen die, ten gevolge van faillissement, van een concordaat of van ene minnelijke schikking, genomen overeenkomstig nr 4 van artikel 93, worden gesteld in de plaats van sedert ten minste twee jaar uitgegeven obligatiën".

Deze vraag doet zich voor omdat krachtens artikel 142 der samengeordende wetten eveneens voor afstand onvatbaar zijn de deelbewijzen der samenwerkende vennootschappen, "die werkelijke inbrengen vertegenwoordigen, welke niet in baar geld zijn".

Te dien aanzien wijst de Raad van State er op dat er in de rechtsleer een controverse bestaat omtrent het voornoemd artikel 48, 2° (Rép.prat. dr. belge, V° Sociétés anonymes, nr 600). RESTEAU betoogt namelijk, dat de tekst van het artikel overbodig is en dat de wetgever zich vergist heeft, toen hij dacht dat obligatiën, uitgewisseld tegen aandelen, inbrengen in nature vormen en niet inbrengen in baar geld. Eveneens betoogt hij dat men uit bedoeld artikel geen argument a contrario kan halen, waaruit zou blijken dat de aandelen, geruild tegen sedert minder dan twee jaar uitgegeven aandelen, tijdelijk onvatbaar zouden zijn voor afstand (Sociétés anonymes 1933, Dl I, nrs 740 en vlg.).

Indien de regering, zonder deze kwestie op te lossen, ter zake een parallelisme meent te moeten vestigen tussen de teksten die enerzijds voor de naamloze vennootschappen,

anderzijds voor de samenwerkende vennootschappen gelden, ware het nodig in artikel 142 der samengeordende wetten een lid op te nemen, waarin het bepaalde in artikel 48, 2°, van dezelfde wetten mutatis mutandis wordt overgenomen

Daarom adviseert de Raad van State, in het vroeger door hem voorgestelde ontwerp een artikel 2 in te voegen, luidend als volgt :

Artikel 2.— Artikel 142 wordt met het volgende lid aangevuld :

"De bepalingen van het vorige lid zijn niet van toepassing op de aandelen die, tengevolge van faillissement, van een concordaat of van een minnelijke schikking genomen overeenkomstig nr 4 van artikel 164¹¹, worden gesteld in de plaats van sedert ten minste twee jaar uitgegeven obligatiën."

Ingevolge dit nieuw artikel 2 moet de nummering van de artikelen 2 en volgende van het vroeger door de Raad van State voorgestelde ontwerp gewijzigd worden.

Derde opmerking.

In het ontwerp van de regering is het begin van het 13e lid van artikel 94 der samengeordende wetten weggefallen. Zulks is niet te verantwoorden, want de vennootschap kan, door haar eenparige vennoten of door de algemene vergadering beraadslagend overeenkomstig de bepalingen van de statuten betreffende de wijziging van deze laatste, altijd vooraf toestemmen in het vervangen van obligatiën door aandelen.

Op te merken valt dat, zo de oprichtingsakte der vennootschap wijzigingen in het maatschappelijk verdrag toestaat, maar niet bepaalt in welke omstandigheden zij moeten afgekondigd worden, de regelen van de naamloze vennootschappen toepasselijk zijn (Resteau, Sociétés coopératives, 1936, nr 314).

.../...

Echter, alleen bij ontstentenis van een voorafgaande toestemming der vennoten, gegeven zoals boven gezegd, zal de beslissing van de vergadering der obligatiehouders voorkomen als een gewoon aanbod dat slechts uitwerking kan hebben als het binnen drie maanden op dezelfde wijze door de vennoten is aangenomen (Cfr. Resteau, *Traité des sociétés anonymes*, 1933, D1 III, nr 1733).

Anderzijds kan betwisting ontstaan over de formule door de Regering als einde van het 13e lid voorgesteld: "tenzij de statuten er anders over beschikt hebben.". Het kan immers gebeuren dat in de statuten niets gezegd is over het aangaan door de vennoten van een vervanging van obligatiën door aandelen, terwijl het geval der wijzigingen in het maatschappelijk verdrag er wel is voorzien.

Rekening houdend met die opmerkingen, stelt de Raad van State voor het 12e en 13e lid van artikel 94 der samengeordende wetten, overgenomen in het nieuwe artikel 164¹², als volgt te stellen :

"De beslissingen genomen in de gevallen bepaald bij de nrs 2, 3 en 4 van het vorig artikel, gelden alleen indien het minimum van het maatschappelijk kapitaal geheel wordt ingevorderd.".

"Tenzij de vennoten vroeger hun toestemming hebben gegeven tot vervanging van de obligatiën door aandelen, hebben de beslissingen van de vergadering der obligatiehouders in deze slechts uitwerking, indien zij binnen drie maanden eenparig door de vennoten worden aangenomen of indien de statuten bepalen dat zij kunnen gewijzigd worden, overeenkomstig de daaruit voortvloeiende regelen.".

III.

De Raad van State merkt op dat, aangezien de Regering voor artikel 166, tweede lid, van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen geen wijziging heeft voorgesteld, de nieuwe artikelen 142, derde lid, en 164 bis tot 164²⁰ van de genoemde wetten toepasselijk zijn op de credietverenigingen.

Etaient présents :

Waren aanwezig :

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van
State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de
législation
G. DOR, bijzitters van de afdeling
wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET.

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

la Justice.
van Justitie.

Le

1950.

De

1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES,